**Unie dans la diversité ? La crise énergétique confronte l’Europe à ses divisions**

**Bien que l’énergie soit le socle commun de l’économie européenne, les États membres de l’UE déploient des politiques énergétiques fort différentes. La multiplication des crises sécuritaires, économiques et environnementales rappelle qu’il est urgent de dépasser les tensions relatives à l’énergie. Nous nous sommes entretenus avec l’économiste Helen Thompson à propos des lignes de fracture révélées par la crise énergétique, des mesures prises par les gouvernements, et des perspectives de cohésion européenne.**

***Green European Journal* : À la fin de l’été 2022, le président français Emmanuel Macron a déclaré que nous avions atteint “la fin de l’abondance”. Que pensez-vous de ces propos, en particulier en ce qui concerne la question énergétique ?**

**Helen Thompson**: Dans un sens, Macron a raison. Nous sommes entrés dans un âge de rareté relative de l’énergie. J’insiste sur le terme “relative”, car il s’agit là d’un problème complexe. Les circonstances économiques se sont significativement dégradées et ne s’amélioreront probablement pas dans un futur proche. Toutefois, la déclaration de Macron s’avère problématique, car de nombreux habitants des pays occidentaux n’ont pas vécu dans l’abondance depuis un certain temps. En effet, les Européens subissent depuis des années la crise économique sous-jacente aux problèmes énergétiques, dans un contexte où la croissance est entravée par les répercussions monétaires et financières de ces enjeux. C’est pourquoi ces propos sont politiquement inacceptables. Parler d’un âge de l’abondance revient à ignorer complètement les problèmes de répartition.

**Nombreux sont ceux qui pensent que la crise énergétique résulte uniquement de l’invasion de l’Ukraine par la Russie. Dans quelle mesure la crise énergétique était-elle déjà en cours ?**

La crise énergétique existait avant la guerre. Même en supposant que la crise actuelle ne s’inscrive que dans le court terme, ce qui à mon avis n’est pas le cas, on ne peut ignorer deux moments décisifs bien antérieurs à la guerre. Le premier s’est déroulé en 2019, l’année précédant la pandémie. La chute de la production de pétrole avait alors creusé un écart significatif entre la consommation et la production mondiale. Dès l’amorce de la reprise économique en 2021, les prix du pétrole ont recommencé à augmenter assez rapidement. L’administration Biden et les gouvernements européens se sont dès lors mis à s’inquiéter.

Le deuxième évènement crucial s’est produit en 2021, quand la Chine a considérablement accru ses importations en gaz. Durant cette même année, Gazprom s’est montré réticent à commercialiser son gaz sur les marchés au comptant, préférant se limiter à assurer ses contrats de long terme avec les pays européens. S’est alors instaurée une concurrence structurelle sur le gaz naturel liquéfié (GNL) entre les pays asiatiques et européens qui se sont retrouvés à devoir payer des prix bien plus élevés que les États-Unis (producteur majeur de GNL avec une capacité d’export limitée). Seul le variant Omicron a permis d’atténuer les effets de cette dynamique en Europe fin 2021. Nous voyons bien que les contraintes liées à l’offre énergétique se manifestaient bien avant la guerre.

**Les prix de l’énergie font grimper en flèche le coût de la vie. Est-ce la première fois que les ménages et les entreprises européennes ressentent l’impact de la concurrence mondiale sur des biens relativement accessibles auparavant ?**

Il est clair que les prix de l’énergie pesaient sur le budget des ménages dès l’automne 2021. Le marché ne s’est assoupli qu’avec la survenue du variant Omicron qui a également permis de détourner l’attention. Les entreprises, quant à elles, ont commencé à se soucier des prix du gaz dès les années 2010, en particulier dans les économies industrielles à forts besoins énergétiques comme l’Allemagne. Face à l’écart considérable entre les prix européens et américains, les entreprises allemandes ont réalisé qu’elles supportaient des coûts nettement supérieurs aux entreprises américaines.

**La crise énergétique occasionne également des démarches contraires à la transition verte, notamment le retour du charbon. Certains avancent même que la transition est en partie responsable de l’augmentation du coût de la vie. Ces allégations vous semblent-elles fondées ?**

C’est une question compliquée. Il n’existe pas de lien significatif avéré entre le recours au solaire et à l’éolien et le coût de la vie, sauf dans les pays comme l’Allemagne où certains coûts de la transition sont systématiquement répercutés sur les factures énergétiques. En revanche, les problèmes posés par l’intermittence de l’éolien sont liés aux enjeux d’approvisionnement en gaz. Depuis plusieurs années, certains pays européens connaissent des conditions de vent relativement faible. Ce phénomène a tendance à augmenter la demande en gaz dont le prix peut, par conséquent, atteindre des niveaux parfois prohibitifs. C’est le cas par exemple dans les pays d’Europe du Nord qui dépendent davantage de l’éolien que du solaire. Or, la solution de repli est le charbon. Dans ces circonstances, certaines limites de la transition énergétique, notamment autour des problèmes d’intermittence, contribuent en partie aux problèmes d’approvisionnement en gaz et au retour du charbon. Bien que nous soyons supposés transiter vers une économie sans charbon, nous observons des prix du charbon historiquement élevés.

**Comment la crise actuelle révèle-t-elle des divisions au sein des pays européens et entre eux ?**

Il existe une grande diversité de mix énergétiques dans l’UE. Cette hétérogénéité impacte considérablement le déroulement de la crise énergétique actuelle. Par ailleurs, la crise expose au grand jour les différences entre les pays dotés de l’énergie nucléaire et ceux qui en sont dépourvus. Source de tensions lors des discussions préalables à la taxonomie verte européenne, la question du nucléaire divise clairement la France et l’Allemagne.

En outre, avec le retour du charbon, il devient plus difficile de faire pression sur la Pologne à propos de sa consommation élevée de charbon au regard des normes européennes. Depuis le début de la guerre en Ukraine, les pays européens, et pas seulement l’Allemagne, ont démontré que le charbon est la source d’énergie de dernier recours. Ces divisions sont structurelles, puisqu’elles émergent du manque de cohésion entre les politiques énergétiques des membres de l’UE.

Les contrastes observés au sein des pays, quant à eux, portent sur le consentement des individus à accepter les conséquences énergétiques liées à la guerre. C’est en Italie que des désaccords apparaissent le plus fortement. En reprochant à Mario Draghi d’accorder plus d’importance à la guerre qu’à la crise du coût de la vie, le Mouvement 5 étoiles a contribué à la dissolution du gouvernement. Bien que la dirigeante de Fratelli d’Italia (désormais premier parti politique italien) soit une fervente partisane de l’effort de guerre ukrainien, le problème persiste. La hausse du coût de la vie a entraîné des tensions similaires en République tchèque où se sont récemment tenues d’importantes manifestations contre le gouvernement. Cette opposition entre le coût de la vie et la guerre est regrettable, car il est faux de prétendre que la guerre est responsable de l’émergence de la crise énergétique. La guerre n’est pas la cause de la crise énergétique, mais un point de bascule. Elle a assurément aggravé la crise, mais n’en est pas à l’origine.

La manière dont la crise énergétique est gérée, la nature des aides fiscales apportées aux ménages et aux entreprises, la durée envisagée pour ces aides, et leur devenir si la guerre cessait, mais pas la crise énergétique, sont autant de questions controversées. La problématique énergétique est intimement liée aux enjeux de répartition. Plus vous êtes riche, plus vous consommez. Au contraire, plus vous êtes pauvre, moins vous consommez. La question de savoir à qui incombe la diminution de la consommation énergétique comporte une dimension éminemment politique.

*“La guerre n’est pas la cause de la crise énergétique, mais un point de bascule.”*

**De nombreux commentateurs ont comparé la crise énergétique actuelle à celle des années 1970. Dans quelle mesure le néolibéralisme a-t-il permis de surmonter le dernier choc énergétique majeur de l’Ouest ?**

Il n’est pas possible de comprendre les solutions apportées aux problèmes des années 1970 sans les considérer avant tout comme une réponse à la crise énergétique. Parler de néolibéralisme, c’est-à-dire du fait de privilégier les mécanismes de marché par rapport à l’intervention de l’État, peut surtout s’avérer pertinent dans le cas des États-Unis et du Royaume-Uni. Durant les années 1970, la crise énergétique des États-Unis a été gérée par un état fédéral incroyablement interventionniste qui allouait des sources d’énergie spécifiques à chaque État. Des contrôles de prix avaient également été instaurés à cette époque. Par la suite, la présidence Reagan a démantelé ces dispositifs fédéraux. En même temps, au Royaume-Uni, le premier gouvernement Thatcher a décidé de laisser la production pétrolière de la mer du Nord fonctionner selon les mécanismes des marchés internationaux.

Les problèmes inflationnistes des années 1970, quant à eux, ont été résolus par des mesures liées à l’énergie, ainsi que par une réponse monétaire néolibérale. Au début des années 1980, la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine a instauré des conditions de récession, non seulement aux États-Unis, mais dans le monde entier, afin de faire baisser la demande en pétrole et ainsi permettre aux productions plus coûteuses de la mer du Nord, de l’Alaska, et du Mexique d’entrer en jeu. Sous l’effet de la nouvelle offre, les prix du pétrole ont reculé, tout comme l’inflation.

**Les années 1980 ont également été marquées par la désindustrialisation en Europe. Un récit similaire peut-il expliquer la montée du néolibéralisme dans l’Union européenne actuelle ?**

La première chose à souligner est la singularité de l’économie ouest-allemande, et sa prise de recul vis-à-vis de ce que l’on nomme néolibéralisme. Contrairement aux États-Unis et au Royaume-Uni, l’Allemagne ne produit ni pétrole ni gaz, et n’a jamais été en position de laisser les marchés internationaux se charger de ses enjeux énergétiques. Sa dépendance à l’égard du pétrole et du gaz étrangers l’a rendue vulnérable, notamment en termes macroéconomiques, depuis le début de l’âge du pétrole. C’est pourquoi elle porte une telle attention à son surplus commercial depuis 1945 : tout importateur d’énergie doit être en mesure de la payer. Cette dépendance énergétique a également conduit l’Allemagne à entreprendre sa transition énergétique plus rapidement que les autres pays européens et que les États-Unis. Au-delà des enjeux climatiques, il s’agissait surtout pour l’Allemagne de sortir d’une impasse énergétique à long terme.

La fin des accords de Bretton Woods et les chocs énergétiques des années 1970 ont provoqué des problèmes monétaires au sein de la Communauté européenne, et mené à la création de l’Union monétaire (à l’exception du Royaume-Uni). Face à la crise énergétique, le mark allemand s’est imposé comme une monnaie plus forte et plus crédible pour maîtriser l’inflation que les autres monnaies européennes. C’est dans ce contexte qu’est née la zone euro. Les phénomènes monétaires et énergétiques sont toujours étroitement imbriqués.

À cette époque, les gouvernements espagnols et portugais ont opté pour des dispositifs de prix plafond, tandis que les autres pays ont nationalisé les entreprises et les infrastructures énergétiques. Les États devront-ils jouer un rôle plus actif afin de sécuriser les approvisionnements énergétiques dans les années à venir ?

Dans les pays à forte dépendance énergétique, l’État s’est toujours activement impliqué dans les questions de sécurité énergétique. Les stratégies adoptées face aux crises énergétiques des années 1970, et même du milieu des années 2000, ne peuvent pas être répliquées aujourd’hui. Il n’est pas possible de compter sur les forces du marché pour augmenter l’offre. Le pétrole offshore de la mer du Nord a déjà été exploité, puis les évènements géopolitiques ont mis fin aux importations de pétrole en provenance de Russie. Par ailleurs, lors de la crise de 2008, l’assouplissement quantitatif avait permis d’injecter de nombreux capitaux dans des investissements non rentables dans le secteur du schiste américain. Ce contexte monétaire n’existe plus. En effet, l’inflation actuelle nous impose d’aller à l’encontre de ce type de dispositif monétaire.

Ainsi, un renforcement de l’interventionnisme reste le seul moyen d’action possible, que ce soit sous forme de prise de contrôle de l’industrie ou de soutien fiscal conséquent. Se pose alors la question suivante : peut-on engager des dépenses fiscales colossales alors que les marchés obligataires s’agitent, que les banques centrales resserrent leurs politiques et que le dollar se renforce par rapport à la plupart des monnaies du monde ? Les pays européens peuvent sérieusement se demander si l’ampleur des emprunts nécessaires pour soutenir le secteur énergétique ne va pas précipiter une crise monétaire.

**Les mesures européennes telles que le Green Deal, les sanctions contre la Russie, et le marché unique ont des répercussions sur les politiques énergétiques. Pourtant, il n’existe pas de politique énergétique européenne en tant que telle. Pensez-vous que l’UE soit amenée à développer sa compétence en la matière ?**

Il est certain que les enjeux énergétiques communs incitent à la coopération européenne. Les problématiques énergétiques étaient au cœur de la Communauté européenne du charbon et de l’acier, puis de la Communauté européenne de l’énergie atomique, les prédécesseurs de l’UE. D’une façon générale, les pays européens rencontrent des problèmes énergétiques similaires. L’époque des divisions entre pays importateurs et pays exportateurs, comme les Pays-Bas, la Norvège et le Royaume-Uni, est en voie d’être révolue, à l’exception de Chypre. Les enjeux énergétiques et climatiques, communs à tous les pays européens, prédisposent à la coopération et à l’intégration.

Mais certaines différences restent vives entre les membres de l’UE. Ainsi, la géographie de l’Europe complique les choses, puisqu’elle influence considérablement les choix d’approvisionnement. Il est beaucoup plus logique pour la France et l’Espagne de se tourner vers l’Algérie que vers les pays baltes ou l’Allemagne. De plus, la consommation énergétique massive des pays européens a également des répercussions hors de leurs frontières. Par parler franchement, lorsque l’Allemagne a rempli ses réservoirs de gaz pour l’hiver, elle a rendu extrêmement difficile pour le Pakistan d’acheter du gaz naturel liquéfié pendant la majeure partie de l’été. Le Pakistan ne pouvait simplement pas se permettre de payer les prix que les Européens étaient prêts à payer. Ce type de situation peut nuire à la cohésion entre les pays européens, car ils entretiennent des relations individuelles disparates avec l’Eurasie et l’Afrique. Les problèmes concernant l’Afrique du Nord et le Moyen-Orient affectent l’Europe du Sud différemment de l’Europe du Nord. Aussi, malgré de fortes incitations à coopérer en matière d’énergie, il est considérablement difficile de trouver un terrain d’entente.

*“Les problèmes énergétiques communs incitent à la coopération européenne.”*

**Vous avez déclaré que nos consommations d’énergie doivent diminuer, même en cas d’un déploiement accéléré d’énergies renouvelables suppléées par des énergies fossiles. Dans les années 1970, Jimmy Carter avait sommé les Américains de modérer leur consommation énergétique. Il n’a pas été réélu. Pourquoi est-il politiquement si difficile d’appeler à réduire la consommation énergétique ?**

Carter est l’homme politique qui a essayé de le faire de la manière la plus systématique et la plus spectaculaire, notamment dans son “discours du malaise” de juillet 1979. Il a été sanctionné par les urnes. Pourtant, dans l’Europe des années 1970, la population était disposée à accepter des réductions de limitation de vitesse et des dimanches sans voiture afin de modérer la consommation énergétique.

Quelque chose a changé en Europe entre les années 1970 et aujourd’hui. Il est frappant de constater qu’avant la guerre en Ukraine, aucun politicien n’avançait ce type d’argument, que ce soit pour réagir au dérèglement climatique, ou pour remédier à l’augmentation du coût de la vie. En menaçant de provoquer une interruption des approvisionnements en gaz, la guerre a immédiatement fait comprendre aux individus l’importance de la consommation énergétique.

Mais comment expliquer la réticence des responsables politiques européens et américains à débattre honnêtement des problèmes énergétiques rencontrés dans les années 1980 et 1990 ? Peut-être les démocraties européennes avaient-elles perdu l’habitude de se préoccuper de l’énergie ou des restrictions à ce moment-là. Au contraire, dans les années 1970, les souvenirs d’austérité et de rationnement alimentaires étaient encore vifs, si bien que l’idée d’un rationnement de l’énergie n’était pas choquante. En Grande-Bretagne, par exemple, le rationnement alimentaire a perduré jusque dans les années 1950, et la crise énergétique a commencé en 1973, soit à peine 20 ans plus tard.

**La guerre en Ukraine a placé la transition énergétique au premier plan. Devons-nous chercher à concilier nos réponses à la crise climatique avec les préoccupations sécuritaires de l’Europe ?**

Oui, on peut raisonner en ces termes. La nécessité de changer notre mode de consommation d’énergie se justifie non seulement parce qu’il nous rend dépendants vis-à-vis de pays comme la Russie, mais aussi parce que nous sommes déjà en train d’affronter une crise climatique. En ce sens, certaines turbulences doivent être traversées pour atteindre un avenir où le climat génèrerait moins de menaces, et où des dirigeants comme Poutine ne seraient pas en mesure d’utiliser leur statut de superpuissance énergétique à des fins géopolitiques. On pourrait alors espérer une production intérieure d’énergie suffisante, dans le cadre d’un scénario à faibles émissions de carbone.

L’inconvénient de ce récit est qu’il omet les contraintes liées aux ressources en énergies fossiles. Les déclarations d’Emmanuel Macron et de l’[ancienne] Première ministre britannique Liz Truss, telles que "nous devons juste supporter cette situation pour le bien de l’Ukraine", laissent croire que la crise énergétique disparaîtra lorsque la guerre prendra fin. Ce ne sera pas le cas.

En outre, un avenir à faibles émissions de carbone n’affranchira pas les pays européens de leur dépendance à l’égard des ressources étrangères. L’Europe restera dépendante envers les métaux du reste du monde. La géopolitique de l’extraction et la relation entre les niveaux de vie dans les régions du monde qui bénéficient le plus d’une forte consommation d’énergie et les régions du monde où les ressources sont et seront extraites, est un problème politique majeur qui se pose aux pays consommateurs et extracteurs.

**Votre dernier livre s’intitule *Disorder*. Entre-t-on dans un âge du désordre ? Ou bien peut-on espérer que la transition énergétique et les efforts de renforcement de la résilience apportent plus de sécurité et de stabilité dans les décennies à venir ?**

Historiquement, le désordre est la norme. Les périodes d’ordre relatif ne sont généralement que des parenthèses. Certaines parties du 20e siècle et du début du 21e siècle nous ont éloignés de cette réalité. La transition énergétique implique elle-même un bouleversement considérable. On pourrait d’ailleurs la qualifier de "révolution" énergétique. Elle suppose en effet de reconstruire les fondations énergétiques de notre civilisation matérielle. Or, il n’y a pas d’activité économique sans recours à quelque forme d’énergie. Autrement dit, l’activité économique n’est autre que la mise en œuvre de l’énergie. Nous nous sommes engagés dans une démarche profondément transformatrice. Il est donc difficile d’entrevoir de véritable stabilité pour les nombreuses décennies à venir.

Je ne suis pas de ceux qui croient en une trajectoire utopique où tous les problèmes liés aux énergies fossiles seraient définitivement effacés par le recours à d’autres sources énergétiques. Je ne crois pas non plus à une issue catastrophique. Existe-t-il une dynamique suffisamment novatrice pour ouvrir un horizon plus stable, aussi lointain soit-il ? Je pense que c’est possible. Même les très longues périodes de désordre ont une fin, l’histoire peut en témoigner.